N° 4778 - Mardi 22 janvier 2019

400 FCFA

Mutations QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation **Siège** : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - **Desk Douala** : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - **Bur.Bafoussam**: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 http://www.quotidienmutations.cm

DÉSARMEMENT, DÉMOBILISATION ET RÉINTÉGRATION

Le Comité Faï va-t-il faillir ?

- En charge du programme DDR au sein de la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (Monuc) de 2005 à 2008, Renner Onana, l'actuel directeur régional au sein de la Minusca, évalue les chances de succès du comité à l'œuvre au Cameroun.

Page 7

Page 10 Lettre aux Camerounais
La part de vérité de Kwemo

Page 15 Lions indomptables
Nouveau match pour Olembé et Tchato

- ANNONCE LEGALE -

Etude de Me TCHOUKEU Jules Raoul, Notaire au siège de la Cour d'Appel du Centre à Yaoundé 1336, Rue Jean ABANDA-Essos (Montée Camp-Sonel, à côté de la Station Total), B.P. 1165 Yaoundé, Tél. : 222 23 04 87, Email : officenotarialtchoukeu@yahoo.com.

ENGINEERING AND TECHNOLOGY CONSULTING
en abrégé **"E.T.C SARL"**
SARL au capital de 1.000.000 F.CFA - **Siège :** Yaoundé, téléphone : 670.17.56.78/696.84.60.75,
Email : info@etc.com.

CONSTITUTION

-Actes du **10/01/2019 – Forme** : SARL Pluripersonnelle – **Objet :** - Télécommunications, réseaux, énergie, mécanique générale, alarme et contrôle d'accès, automatisme, étude, conception, suivi et pilotage de projet, réalisations, maintenance, fourniture, formation et mise à disposition du personnel, HSE (Hygiène, Sécurité, Environnement). – **Gérant :** Monsieur **NYA Yannick Berlin. - Dépôt :** Greffe du T.P.I. de Yaoundé- Ekounou sous le numéro **RC/YAE/2019/B/263.**

- Pour insertion, Me TCHOUKEU Jules Raoul, Notaire-

- ANNONCE LEGALE -

Etude de Me TCHOUKEU Jules Raoul, Notaire au siège de la Cour d'Appel du Centre à Yaoundé 1336, Rue Jean ABANDA-Essos (Montée Camp-Sonel, à côté de la Station Total), B.P. 1165 Yaoundé, Tél. : 222 23 04 87, Email : officenotarialtchoukeu@yahoo.com.

CAMEROUN DISTRIBUTION (SASU)
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) au capital de 250.000.000 F.CFA –
Siège : Yaoundé - B.P. : 5438.

CONSTITUTION

-Actes du **10/01/2019 – Forme :** Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) – **Objet :** - Distribution, commerce général, représentation, Import-Export et Négoce. – Président : Monsieur **NANA BOUBA DJODA, Directeur Général :** Monsieur **EL HADJ OUSMAN MAHAMAT, Directeur Général Adjoint :** Monsieur **ABDOUL AKIM NANA BOUBA. - Dépôt :** Greffe du T.P.I. de Yaoundé-Ekounou sous le numéro **RC/YAE/2019/B/264.**

- Pour insertion, Me TCHOUKEU Jules Raoul, Notaire-

Avis de décès de
MAMAN MEGNI MBOUGUE Esther

Monsieur **Jerard CHOUNDONG** en service à la CAMPOST a Yaoundé et toute sa famille ont le profond regret d'annoncer le décès de leur Mère, **MAMAN MEGNI MBOUGUE ESTHER, décès** survenu à Yaoundé le Jeudi 06 Décembre 2018 de suites de maladie.
Les obsèques suivies des funérailles auront lieu les **15 et 16 Février 2018** au village MELOUONG par Bafou- Nord, Arrondissement de Nkong-Ni, Département de la Menoua suivant le programme ci-après :

VENDREDI 15 FERVRIER 2019 : OBSEQUES

07h30 : Ouverture du Deuil et Lamentations.
09h30 : Messe
10h00 : Témoignages
10h30 : Inhumation dans la stricte intimité.
14h30 : Cérémonies traditionnelles
19h00 : Veillée jusqu'à l'aube.

SAMEDI 16 FEVRIER 2019 : FUNERAILLES

07h00 : Accueil et installations des invités
10h00 : Arrivées des Chefs traditionnels et des Autorités
Ouverture des Funérailles par le « NGOUH FOOH.
10h30 : Danses traditionnelles.
12h00 : Réceptions diverses ;
15h30 : Danse de la Victoire.
16h00 : Fin. /

Mutations QUOTIDIEN

Le personnel en service à la South Media Corporation souhaite une bonne et heureuse

année 2019

aux lecteurs et annonceurs du quotidien Mutations.

Messieurs les prêtres, la tradition n'est pas un paillasson

*Par Jean-Claude Awono**

Chronique publiée dans Mutations n°4773 du 15 janvier 2019

Il y a un retour de plus en plus retentissant du mépris du Christianisme vis-à-vis de nos traditions. On pensait que le thème était le fonds de commerce exclusif des Eglises dites réveillées, mais on observe depuis quelque temps que les missionnaires de l'église catholique romaine du Cameroun entreprennent d'exhumer des pratiques qu'on croyait avoir disparu avec le colonialisme. Ce discours condescendant et diabolisant est récurrent dans plusieurs occasions qui font entrer l'Eglise en scène de nos jours, mais davantage lors des obsèques. Je vais relever ici deux de ces insolences insupportables et titiller un peu ceux qui sont les garants de nos traditions.

Profitant de la place très privilégiée qui leur est accordée lors des enterrements, certains de nos hommes en soutane se transforment très vite en maitres de céans et en donneurs de leçons. Toute la cérémonie devient alors souvent l'objet de leur dictée, de leur bon vouloir. On demande désormais à tous les autres intervenants de la chaine des obsèques de se dépêcher, parce que monsieur l'abbé va faire sa messe. Conséquence, la précipitation s'instaure, certains orateurs pourtant essentiels à la cérémonie sont bâillonnés, bref tout le reste devient accessoire, illusoire et je dirais même inutile. Les voix sonores du prédicateur et de la chorale seules réduisent alors au silence tout le reste, devant la foule et les organisateurs de la cérémonie qui se trouvent pris au piège d'un intervenant qui s'arroge toute la place et tous les pouvoirs et les supplante. Le comble c'est que c'est le chef de famille dont on attend qu'il soit le légat des ancêtres en pareille circonstance, qui se trouve instrumentalisé, obligé de se faire violence à de faire violence à la succession des rituels et paroles hérités de nos ancêtres et dont le rappel en situation de deuil est essentiel.

L'autre dérive de nos prélats lors des enterrements c'est leur tendance de plus en plus exprimée à diaboliser publiquement la tradition, à lui coller tous les noms d'oiseaux, à imposer des lignes de conduite contraignantes à la famille éprouvée, au mépris total de l'inculturation prônée par le Vatican, du mode de compréhension et de gestion de la mort et de la vie propre à notre environnement culturel et cultuel. Lors des obsèques auxquelles j'ai récemment pris part, un prêtre s'est permis, avec une arrogance insupportable, de dire au responsable nouvellement désigné d'une famille à la suite de la mort de son frère ainé, de jeter à la poubelle tout ce qui est tradition, sous le prétexte, ajouta-t-il, que Jésus devra désormais être l'unique cadre de sa vie. Un discours fondamentaliste que rien ne justifiait pourtant, ni les *« cérémonies traditionnelles »* qui avaient précédé son prêche, encore moins l'Esani qui avait déployé autour de la dépouille des colonnes entières et multiples de glorification du mort.

Face à cette constante condescendance, il y a le silence résigné et inexplicable des tenants officiels de la tradition que sont les chefs de village. Il ne me semble pas que ce soit pour arborer de grands boubous cerclés de cauris, de s'orner de colliers dentées, de se coiffer de plumes, d'être à la solde des *« élites »* et de se faire appeler *« majesté »* à tout vent qu'on est chef de village. Ce n'est pas pour venir subir des homélies d'humiliation de ce dont ils sont les garants et les légats qu'ils ont été élevés à la dignité de l'exécutif traditionnel. C'est pour imposer, par leur simple présence, le respect de l'héritage reçu de nos ancêtres et fructifié par la progéniture. Une attaque publique de la tradition doit essuyer une contre-attaque publique et immédiate de celui qui en est le gardien. Le système religieux et le système traditionnel sont faits pour se compléter et non pour que l'un soit le permanent paillasson de l'autre. La tradition n'est pas un essuie-pied fait pour torcher le derrière de quelque autre ordre ou système que ce soit. Heureusement des prêtres camerounais de renom tels que Monseigneur Ndongmo, Baba Simon, Engelbert Mveng, Jean-Marc Ela, et bien d'autres ont prêché une évangélisation respectueuse de l'Afrique profonde et en accord avec Dieu.

**Poète, professeur de lettres, éditeur*

Mutations QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration
Protais Ayangma
Directeur de publication a.i
Georges Alain Boyomo
Administration, finances et ressources humaines
Marie Sidonie Boulounou
Audit et contentieux
Adrien Bassang'na Bomba
Rédacteur en chef
Georges Alain Boyomo
Rédacteurs en chef adjoints a.i
Lucien Bodo (Actualité)
Michel Ferdinand (Magazines)
Responsable Digital
Pascal Dibamou
Chroniqueurs
Dubois Onana
Richard Makon
Jean-Claude Awono
Caricaturiste
Robert Pougoué
RUBRIQUES
Politique
Jean De Dieu Bidias
Société
Paulette Ndong
Economie
Lucien Bodo
Education
Josiane Afom
Tech & Web
Marguerite Papana
Culture
Marthe Ndiang
Sports
Dimitri Mebenga
Santé/Environnement
Adrienne Engono Moussang
Rédaction
Wamba Sop, Ludovic Amara, Ibin Hassan, Désiré Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo, Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy Martial Tchinda, Florentin Ndatewouo

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST
Chef : Michel Ferdinand
Adjoint : Blaise Djouokep
CORRESPONDANTS
Grand Nord : Jacques Kaldaoussa
Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake
Est : Sebastian Chi Elvido
Sud : Guy-Roger Mvondo
Edition/Infographie
Samuel Tcheudjo
Valentin Essimi Tsanga
Service Commercial et Marketing
Chef : Michael Brobst
Responsable Yaoundé : Augustine Nokam
Chargés de clientèle
Pulcherie Nsia, Philiace Tamko
Lionel Akono, Grâce Olinga
Suzanne Essono Nanga
Service de la comptabilité
Jacques Barnabé Nthep
Albert Mbende
Service Production
Joël Anong
Dieudonné Bitang
Service Distribution
Etienne Temfack
Hervé Ngomenda
Impression
Les nouvelles idées
Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29
Site web : http://www.quotidienmutations.cm
Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi
Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

Enseignements secondaires

Le Lycée Fustel de Coulanges adapte ses apprenants à la réalité du terrain

C'était au cours d'un forum des métiers organisé le 19 janvier dernier.

Par Jenner Onana

Architecture et urbanisme, comptabilité, gestion, audit, ressources humaines, médecine, pharmacie, ingénierie et agronomie, sont entre autres les domaines dans lesquels les élèves du Lycée Fustel de Coulanges ont été entretenus le 19 janvier dernier par les professionnels. La formation s'est faite dans le cadre du forum des métiers organisé par ledit établissement. L'objectif étant de permettre aux apprenants de s'enquérir d'un vocabulaire technique propre à chaque métier et de s'imprégner des réalités du terrain, entre autres.

Dans la salle réservée à l'art visuel, l'enseignant de Français et par ailleurs écrivain, Jean Claude Awono entretien les élèves sur l'édition du livre. Face à lui, 13 élèves nourrissant chacun de l'ambition pour les métiers de la communication. Quentin Lachapelle est l'un d'eux. «J'ai pris comme atelier, les arts visuels parce que j'aime tout ce qui est vidéo ou audiovisuel. J'aimerais faire carrière dans ce domaine », explique cet élève inscrit en classe de seconde. Pour l'instant, ce jeune Camerounais se dit satisfait par la qualité des enseignements dispensés par les professionnels.

Dans la salle qui jouxte l'atelier des arts visuels et communication, se trouve celui réservé à l'architecture et l'urbanisme. Simo Chelea, élève en classe de seconde y a suivi des enseignements. « J'ai choisi l'atelier sur l'architecture car, toute petite, j'étais déjà intéressée par l'architecture. Je voudrais créér des bâtiments », déclare-t-elle. Cependant, cette jeune Camerounaise n'exclut pas l'hypothèse d'un «glissement» de profession. *«J'ai des bonnes notes dans toutes les matières, donc je peux toujours faire autre chose d'autant que la réforme du système éducatif en France nous ouvre les portes pour toutes les professions».* Parlant de la réforme du baccalauréat unique engagée en France, explique un encadreur de l'établissement, *«il n'y aura plus de filières scientifiques ou de filières littéraires. On parlera de matières mineures et des matières majeures. Tous les élèves feront les enseignements»*.

Vue d'un atelier au Forum des métiers.

La tenue du forum de métiers, explique Florent Alfred Bissingou est impérieuse. En effet, à en croire cet enseignant des sciences économiques et sociales, le forum permet aux élèves d'être en phase avec le système français, étant donné que tous les élèves de Fustel de Coulanges ambitionnent poursuivre leurs études en France.

Josué Baloma

14 ans au service de l'éducation

Depuis 2005, ce linguiste de formation est à la tête de la coalition nationale des Organisations non gouvernementales exerçant dans ce domaine.

Par Jenner Onana

« Nous allons conclure ce séminaire de renforcement des capacités des Organisations du secteur de l'éducation et de la société civile par un bref exposé du coordinateur national du Cameroon Education for All Network(Cefan)». En introduisant ainsi Josué Baloma, René Bonono Bakota, l'un des responsables du Cefan, en plein exposé, prend de court le coordonnateur national de la structure qui passait dans un couloir. Après une dizaine de minutes, l'ancien président du club Unesco de l'université de Yaoundé I va arracher une salve d'applaudissement aux participants. « C'est ça même, on sent la touche du professionnel », expriment certains exposants.

Licencié en Linguistique générale et appliquée, Josué Baloma a une expérience certaine dans les domaines de l'éducation et de la société civile. « Depuis 14 ans je suis coordonnateur national du Cefan, une Ong qui fait dans l'éducation et la formation professionnelle. J'ai commencé à militer dans les Organisations non gouvernementales (Ong) étant encore au lycée. A l'université de Yaoundé I, j'ai été le président du club Unesco. Y étant, j'étais également membre des associations camerounaises des clubs Unesco du Centre».

Au début des années 2000, cet ancien élève du lycée d'Anguissa à Yaoundé voit effectivement sa carrière décoller dans le domaine de l'éducation. « C'est dans le cadre des manifestations autour d'une semaine mondiale de l'éducation en 2004 que nous avons rencontré d'autres organisations qui font dans l'éducation, avec elles, nous avons mis en place la coalition camerounaise des Ong de l'éducation qui est connue aujourd'hui sous l'appellation du Cefan (Cameroon education for all network). Par la suite, j'ai intégré le Centre international des droits de l'enfant qui est basé à Genève. Au Cameroun, j'occupais le poste d'administrateur des programmes ».

Du 17 au 19 janvier dernier, l'étudiant en cycle master en management de l'éducation à l'Université catholique a organisé une série d'activités pour marquer d'une emprunte la semaine mondiale de l'éducation au Cameroun. Originaire du département du Mbam et Inoubou, région du Centre, Josué Baloma est père de trois enfants.

Bourses d'étude

Des offres de la République d'Azerbaïdian aux étudiants

Par Josiane Afom

Les étudiants désireux de bénéficier des bourses d'étude offertes par le gouvernement de la république d'Azerbaïdian ont jusqu'au 1er février pour déposer les dossiers de candidature. C'est en effet la quintessence d'un communiqué de presse signé le 16 janvier du ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur, Jacques Fame Ndongo.

En effet, pour le compte de l'année universitaire 2019-2020, la république d'Azerbaïdjan offre des bourses d'étude aux citoyens des Etats membres de l'Organisation de la Coopération islamique dans les universités prestigieuses du pays. Ces offres de bourses, renseigne le communiqué, sont ouvertes pour l'obtention de licence, master, doctorat, diplôme de médecine générale/ résidence.

Transports urbain

Guerre contre le désordre à Bertoua

Face aux actes de criminalité et d'amateurisme généralisé qui caractérisent le secteur de mototaxi, le préfet du Lom-et-Djerem annonce une vaste campagne de répression dès février.

Par Sébastian Chi Elvido

Régulation du secteur bientôt lancée.

Les mototaxis deviennent de plus en plus incontournables dans la ville de Bertoua, chef-lieu de la région de l'Est. Selon les chiffres actualisés auprès des syndicats de ce secteur d'activité, environ 8000 motos circulent dans la ville. D'où l'importance de l'activité en termes d'emplois, de la mobilité des populations, du revenu des collectivités territoriales décentralisées et même du budget de l'Etat. Malheureusement, cette activité est caractérisée par un grand désordre. Le décret du Premier ministre définissant les modalités d'exercice de cette activité est bafoué au quotidien. *« Des agressions au quotidien, les cas de vol à main armée, les accidents mortels »* sont entre autres des maux diagnostiqués. Pour mettre fin à ce désordre, le préfet du département du Lom-et-Djerem, Yves Bertrand Awoumfac a réuni en début de cette année, dans la salle des conférences de la préfecture de Bertoua, le délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Bertoua, les sous-préfets des arrondissements de Bertoua 1er, Bertoua 2ème et Mandjou, les maires de ces localités, les forces de maintien de l'ordre, les syndicats et associations de mototaxi de la ville de Bertoua à une réunion de sensibilisation et d'information en prélude à une vaste campagne d'assainissement.

Il était question de rappeler à toute fin utile, les conditions à remplir pour exercer l'activité de transport par mototaxi. *« Tout conducteur de moto doit avoir des pièces personnelles exigibles que sont, la carte nationale d'identité, le permis de conduire et les pièces de la moto (la carte grise, l'assurance, l'impôt libératoire et la plaque Cemac) »*, a indiqué le délégué départemental des Transports. Les participants ont pris l'engagement de faciliter l'obtention de toutes ces pièces à tous ceux qui remplissent les conditions sans aucun intérêt à fin de remettre de l'ordre dans le secteur. La date du 31 janvier 2019 a été fixée aux chauffeurs et propriétaires de moto pour se conformer à la réglementation parce qu'à partir du 1 février des contrôles répressifs vont commencer.

Développement local

Six forages pour la population de Yaoundé 1er

Par Jenner Onana

Emana, Etoudi, Tongolo, Elig Edzoa, Djoungoulo et Manguier sont les heureux élus. Ces quartiers de l'arrondissement de Yaoundé 1er vont bénéficier chacun d'un forage dans les prochains jours. C'est une dotation de l'Association Afrique nouvelle interdépendance (Ani), en partenariat avec la mairie de Yaoundé Ier. La présentation dudit projet a eu lieu le 17 janvier dernier dans la salle de conférence des Communes et villes unies du Cameroun (Cvuc). Selon le délégué général de l'Ani, Romuald Dzomo Nkongo, le projet fait partie d'une série d'actions que son association mène à travers le monde. *« Nous sommes une association qui a été créée par la diaspora camerounaise en France. Nous menons des actions sur le développement local à la fois en France, en Europe et au Cameroun »*.

Outre ce projet de six forages, l'Ani réalise plusieurs autres œuvres sociales au Cameroun. Pour la mairie de Yaoundé 1er, le projet est en phase avec les besoins des habitants, *« Dans la hiérarchisation de nos priorités, l'eau potable occupe le premier rang. Ensuite, nous avons l'éclairage publique, l'accès aux soins de santé, le chômage et la mobilité urbaine »*, a expliqué le chargé de projet de la mairie de Yaoundé Ier, Théodore Eloundou.

Yaoundé

Le pagne du 08 mars 2019 déjà disponible

Hier 21 janvier, plusieurs femmes l'ont acquis dans un point agréé situé au quartier Mvog-Mbi.

Par Arnaud Kuipo

Des tissus de la fête du 08 mars 2019.

Il est 13h ce 21 janvier. Marcelline Mba, positionnée à plusieurs mètres d'un point agréé de vente au quartier Mvog-Mbi à Yaoundé, tient son tissu du 08 mars. La présidente du réseau des associations féminines de Yaoundé 3e en est sortie il y a un moment. C'est le premier jour de vente officielle de cet article, d'après la gérante suppléante de ladite boutique, Françoise Mentouga. Une banderole sur la vente de cet article est d'ailleurs disposée à l'extérieur. Cette dernière renseigne qu'il coûte 6800 Fcfa. Pour cette édition, la structure en charge de la production *« n'a fait que deux couleurs (aux motifs bleu et rose, Ndlr). Les pagnes qui passaient dans les réseaux sociaux étaient ceux du Tchad »*, précise cette responsable.

A un moment donné, plusieurs personnes sont regroupées près du nommé Lucas Dima. C'est lui qui est chargé d'emballer les tissus. Plus tard, un rouleau de scotch, une paire de ciseaux et des feuilles de papier *« kaki »* pour emballage sont disposés sur ce qui tient lieu de table. Installé à l'extérieur de cet espace commercial, il reçoit la clientèle désireuse de bénéficier de ses services.

« J'ai aimé le bleu. Mais les deux couleurs sont belles », avait relevé beaucoup plus tôt Marcelline Mba. *« Je vais prendre le bleu […]. Si c'est le rose qui te plaît, tu prends ! »*, souligne au téléphone, une jeune fille à son interlocutrice présentée comme sa sœur. *« Le tissus ne me plait pas. […] Déjà, c'est très léger »*, dénonce Virginie Bekono à l'extérieur de la boutique. Un avis que ne partage pas Françoise Mentouga pour qui le tissu de *« cette année est de bonne qualité. […] Ça a été amélioré »*, défend-elle.

Finalement, Virginie Bekono a acheté deux tissus pour sa maman et sa sœur. De toutes les façons, il faut acheter *« pour être comme toutes les autres femmes. Puisque ce jour-là, si tu n'es pas en tenue du 08 mars, c'est comme si tu étais incapable, c'est comme si tu n'es pas une femme au complet »*, pense-t-elle. *« […] j'aimerais qu'avant que la femme n'achète le tissu, qu'elle sache ce qu'est la fête du 08 mars »*, souhaite Marcelline Mba. Cette année, la Journée internationale de la femme sera à sa 34e édition.

Qualité sanitaire des aliments

Voici pourquoi la loi ne rassure pas

Examiné à la session de novembre 2018, le texte ne s'attarde pas beaucoup sur les méthodes culturales aujourd'hui dominées par des pesticides dangereux comme le glyphosate, déclaré cancérogène en France.

Par Adrienne Engono Moussang

Planteur en train de pulvériser son champ.

Le débat sur le glyphosate a pris une nouvelle tournure en France. En fait, cet élément constitutif de composant de l'herbicide Roundop a été déclaré cancérogène et le parlement a annoncé son retrait du marché. Trois ans plus tôt que le délai de 2021 fixé par les autorités françaises qui ont renouvelé sa licence bien qu'en 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) qui dépend de l'Organisation mondiale de la santé (Oms) ait classé l'herbicide comme cancérogène probable. Une décision qui intervient un mois et-demi après l'examen par l'Assemblée nationale, du projet de loi sur la qualité sanitaire des aliments. Les discutions entre l'exécutif, représenté par le ministre de la Santé publique, et les deux chambres du parlement ont porté sur les aspects concernant la présentation des denrées sur le marché. *« C'est important que cette idée soit déjà née mais la question de la sécurité sanitaire des aliments ne saurait se réduire à l'emballage et au présentoir alors qu'il y a des éléments en amont qui me semblent plus importants et qui s'ils ne sont pas pris en compte ont un impact plus alarmant que celui des mouches, des intempéries et de la poussière »*, signale un scientifique qui a requis l'anonymat. Celui-ci relève qu'il se serait attendu à ce que la loi adoptée par les députés camerounais insiste aussi sur la nécessité d'assainir les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la chasse.

« Si nous restons dans le domaine de l'agriculture, il y a au moins neuf polluants organiques persistants qui continuent d'être utilisés par les paysans dix ans après qu'ils sont interdits. Le roundop vient d'être interdit en France. Nous ne serons pas surpris que dans cinq ou dix ans, cet herbicide dont une de ses molécules, le glyphosate reconnue comme cancérogène, continue de circuler et d'être manipulé par des mains parfois inexpertes », prédit l'expert. Il faut dire que le roundop se vend sans aucune prescription quelconque. De bouche à oreille, chaque paysan s'approvisionne à 2000Fcfa ou 2500Fcfa le litre.

Des paysans qui pensent que *« se protéger ou avec un cache nez »* suffit à le mettre à l'abri des nuisances de ce produit qui aurait causer le cancer à Dewayne Johnson, jardinier américain qui dit l'avoir utilisé pendant plusieurs années. La victime va percevoir 289 millions de dollars (environ 166,26 milliards Fcfa) de Monsanto, l'entreprise qui fabrique le Roundop.

Quoique des travaux scientifiques ne soient pas encore réalisés, les Camerounais ne sont pas à l'abri de cette situation de risques aux cancers. *« De manière empirique, sans une étude approfondie, j'ai constaté que le nombre de femmes exposées aux cancers vivant dans les villages (dans le département de la Menoua, région de l'Ouest) a augmenté, pendant que celles des grandes agglomérations sont moins atteintes. Qu'est-ce qui peut expliquer cela si ce n'est l'utilisation des pesticides. Ce n'est pas seulement l'herbicide glyphosate »*, s'inquiétait, dans une interview accordée à Mutations, Tadhée Boudjeko, biotechnologue, enseignant à l'Université de Yaoundé I.

Recherche scientifique

Dr Madeleine Tchuinté invite à plus d'inventions

Par Adrienne Engono Moussang

La ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Dr Madeleine Tchuinté a échangé les vœux de nouvel an avec le personnel des services centraux et des institutions sous-tutelle jeudi 17 janvier à l'esplanade de l'Institut de recherche agricole pour le développement (Irad) à Yaoundé. La recherche scientifique camerounaise porte déjà haut, les couleurs du drapeau national avec de nombreux lauriers. *« (…) Le prestigieux prix spécial de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (Oapi) pour la meilleure invention dans la pharmacopée africaine a été décerné à l'Institut de recherche médicales et d'études des plantes médicinales (Impm) pour sa pommade Tabercine lors du 7e Salon africain de l'invention et de l'innovation technologique tenu à Cotonou du 24 au 27 octobre 2018 »*, a indiqué la ministre Tchuinté. Celle-ci n'a pas manqué de rappeler les autres bons points glanés hors des frontières nationales à l'exemple des prix remportés par l'Irad dont le directeur général, Noé Woin a décroché la distinction honorifique de leader de l'innovation agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Cette pente doit être maintenue afin de faire de la recherche et de l'innovation un levier important dans la marche vers l'émergence du Cameroun. Plusieurs mesures s'imposent à cet effet ; il faut un personnel de qualité à la place qu'il faut, ainsi que des moyens financiers. 200 jeunes chercheurs seront recrutés en 2019 et le processus de mise sur pied du Fonds de recherche et de l'innovation qui est avancé. Sur le plan des ressources humaines, la Minresi, qui se réjouit de l'appui constant du président de la République Paul Biya à la recherche scientifique et l'Innovation, a annoncé le recrutement de plus de 400 jeunes chercheurs entre 2019 et 2020. Dr Tchuinté a toutefois prescrit une utilisation rationnelle desdits chercheurs pour plus d'efficacité. Un discours qui n'est pas tombé dans les oreilles des sourds, si l'on s'en tient aux salves d'applaudissements qui l'ont rythmé.

Renner Onana

Le gouvernement doit faire montre de cohérence

En charge du programme DDR/RSS au sein de la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (Monuc) de 2005 à 2008, l'actuel directeur régional au sein de la Mission multidimensionnelle et intégrée des Nations unies pour la stabilisation de la Centrafrique (Minusca) s'exprime sur les dernières initiatives officielles visant à résoudre la crise anglophone.

Par Georges Alain Boyomo

Comment avez-vous accueilli la mise sur pied d'un comité de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) au Cameroun ?
Votre question m'inspire deux commentaires. La première est qu'avec la mise en place du DDR au Cameroun, notre pays rejoint la liste d'au moins 23 pays africains où cette technologie de gestion et de sortie de de crise a été et est mise en œuvre dans une variété de considérations. Il y a eu de ce point de vue différents approches : Tandis que des pays comme la République démocratique du Congo (Rdc) ou la Côte d'Ivoire ont opté pour un programme national visant à gérer une crise nationale, d'autres pays comme le Nigeria ont choisi un programme strictement régional dans la région du Delta ou pour le cas du Mali, un programme pour le Nord de ce pays ou encore pour l'Ouganda avec la démobilisation des combattants de l'Armée de Libération du Seigneur de Joseph Kony pour marquer le caractère extrêmement régional ou local de ces crises dont l'impact national est contraint. Certains pays enfin ont décidé de ne pas mettre en œuvre cette modalité de sortie de crise pour des raisons diverses qui tiennent à la complexité de ce programme et surtout à ces implications sur le plan national et international.

Second commentaire ?
Je me suis demandé comment les autorités camerounaises en sont arrivées à la conclusion que le DDR même customisé, c'est à dire adapté au contexte de notre pays, est ce qu'il fallait pour résoudre deux crises totalement différentes dans leur essence et dans leur rationalité. Il y a là un choix politique certainement dicté par l'urgente volonté d'apaisement et de réconciliation nationale. Espérons seulement que ce choix du DDR a été fait en ayant en tête tous les paramètres y compris les normes internationales et les objectifs stratégiques nationaux qui gouvernent un tel programme.

Quels sont ces paramètres ?
D'entrée de jeu, le DDR n'est pas un programme technique dans son choix. C'est avant tout un programme politique, fruit d'intenses discussions et même des négociations. Il faut en outre se garder de croire qu'il doit être conçu pour répondre directement à des nombreux facteurs du conflit. Il y a des préconditions à sa mise en œuvre. Il a des principes de base et d'implémentation qui sont les suivants : être centré sur les populations, flexible, transparent, être approprié localement, intégré et bien planifié. Ce qu'on appelle dans le jargon des spécialistes de ce programme *« les standards intégrés »*.
Bien qu'on puisse le contextualiser, chaque concept est en lui-même un programme. Le D de désarmement par exemple touche à la question de la définition du combattant et les critères d'éligibilité au programme. C'est une question simple mais quand on la désagrège dans le cas du Nord-ouest et du Sud-ouest ou du Boko Haram, vous allez voir que ce n'est pas évident même si la Convention de Genève de 1949 en donne quelques pistes. Prenons le D de démobilisation. La question qui vient à l'esprit est celle-ci: comment démobiliser des hommes en armes, des entrepreneurs de guerre qui n'ont pas été mobilisés mais plutôt pour certains enrôlés, souvent de force, dans un processus ou l'adhésion n'est pas le fruit d'un engagement convaincu et rationnel ? La démobilisation se fait dans un lieu qui peut être un camp, ou un centre temporaire d'installation. Le R alors lui est plus complexe. Il peut signifier Réinsertion ou Réintégration ou encore Rapatriement quand il s'agit des combattants étrangers. La réinsertion est un processus à court terme tandis que la réintégration est plus longue car elle marque le retour à l'emploi de l'ex-combattant.
Pour le cas de Boko Haram, ou la gestion de cette crise est régionale, comment initier un DDR sans consultation avec le Tchad qui a mis en œuvre déjà trois programmes de DDR ou le Nigeria par exemple qui n'en a jamais mis en place un pour gérer la question du Boko Haram ? Comment gérer les cas d'auto-démobilisation qui peuvent être légion dans le cas d'un pays comme le Cameroun ?
Enfin, il est difficile d'aller directement à un DDR qui est un programme globalisant et intégré sans passer par la case de la réduction de la violence communautaire qu'on qualifie par son jargon anglais de Community violence Reduction (CVR) qui est un programme intermédiaire car les ex-combattants qui rentrent dans leur communauté constituent un groupe à risque. Il y aussi les groupes spéciaux qui sont les femmes et les enfants ! Il est tout aussi difficile d'implémenter un programme de DDR sans revoir de manière globale l'appareil sécuritaire d'un pays donc le DDR est corrélé à la question de la réforme du secteur sécuritaire connue sous l'abréviation de la RSS. Ou encore avec un programme de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre. Vous voyez vous même les implications d'un tel programme.

Un coordonnateur a été nommé en l'occurrence Francis Fai Yengo. A-t-il le profil requis ?
Pour ce qui est du coordonnateur, chaque pays se dote d'un coordonnateur de son choix. Il n'y a pas de profil type. La seule préconisation qui est suggérée par les bonnes pratiques est que son positionnement dans l'architecture des pouvoir doit être des plus élevés pour être capable de résoudre les questions urgentes qui accompagnent souvent ce programme. Le fait qu'au Cameroun, il soit piloté par le Premier Ministre est une bonne chose. Dans beaucoup des pays et compte tenu des enjeux, le Comité est souvent le fruit d'intenses négociations pour en designer le responsable principal et ce choix est divers mais, en général, il est basé sur des considérations politiques ayant trait à l'expertise du responsable, ses capacités de négociations, son ancrage politique. Quand on prend les profils des responsables des programmes, ils sont divers. Au Congo-Brazzaville, c'était un Général d'Armée puis un homme politique, en RCA, c'est un militaire. En RDC, c'était un professeur d'université. En Côte d'Ivoire, il y eu entre autres, un ancien Haut Fonctionnaire de l'ONU. Bref, le choix est souvent porté sur une personnalité de haut niveau.

Finalement, quels sont les avantages et les inconvénients d'un comité DDR ?
La création d'un comité, ce qu'on appelle une institution nationale, est le principe de base de tout DDR. Par ailleurs, vous savez que le DDR est un processus qui doit contribuer à rétablir la sécurité, la stabilité dans des environnements post-conflits de manière que puissent démarrer le relèvement et le développement des régions ou des pays affectés par un conflit. Dans cette optique, un comité est chargé de l'élaboration d'un programme très complexe qui mêlent les aspects politiques, militaires, sécuritaires, humanitaires et socio-économiques. Il a un travail énorme à abattre dans la planification, l'organisation, la budgétisation, l'élaboration des critères. C'est la raison pour laquelle compte tenu de l'énorme travail à abattre, Il a besoin des experts dans tous les domaines. Il doit élaborer un plan national ou régional de DDR (PNDDR ou PRDDR) avec le profil des groupes armés à *« DDRiser »*. C'est ce document qui donne la première visibilité au programme et permet aux partenaires ou aux réseaux d'amitiés du Cameroun de contribuer au programme. Car il est difficile à un gouvernement de gérer tout seul un tel programme et de le financer car il est extrêmement coûteux en termes de structures, de logistiques et de moyens. Le seul pays qui a essayé de financer seul un programme DDR est l'Angola. Mais il fallu quand même qu'il s'arrime au programme multi pays de Démobilisation et de Réintégration de la Banque Mondiale comme sous le nom du MDRP dans les années 2010. Le Comité doit travailler dans une approche intégrée car le DDR induit de coordonner avec des multiples acteurs nationaux et internationaux.

Pour le cas spécifique du Cameroun, la tâche sera-t-elle aisée ?
Au Cameroun, la tâche du Comité sera rendue difficile à cause de la violence qui continue de sévir dans certaines zones. Le défi majeur sera donc d'initier un programme en contexte de non-cessation des hostilités, de violence diffuse et de militarisation de l'espace d'action. De plus, le DDR étant un programme drivé politiquement, son succès dépend de la volonté des parties de se démilitariser après un conflit et cette volonté politique est souvent une manifestation et engagement des parties ou d'une partie non étatique en l'occurrence les groupes armés du NOSO à se désarmer et se démobiliser dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu ou d'un Accord de paix global ou encore d'une main tendue des autorités comme c'est le cas au Cameroun.

Des exemples illustratifs en Afrique ?
J'ai précédemment indiqué qu'au moins 23 pays africains ont mis en œuvre à des degrés divers un programme de DDR. Tous ces pays ont mis en place des Institutions nationales. En RDC, il s'appelait le CONADER, en Sierra Leone, le NCDDR etc…En Côte d'Ivoire, c'était une Autorité Nationale pour le Désarmement, la Démobilisation et Réinsertion des Anciens Combattants (ADDR). Au Congo Brazzaville c'est un Haut-Commissariat à la Réinsertion des ex-combattants. De toutes les façons, toutes les institutions nationales ont eu à leur tête des personnalités qui ont une connaissance intime du conflit et du processus DDR. De plus, ces personnalités ont un accès direct au chef de l'Etat ou au Premier ministre parce que certaines questions politiques du DDR exigent des réponses immédiates des plus hautes autorités nationales. Donc certaines institutions nationales qui ont eu un succès relatif étaient directement rattachées à la présidence (cas de la Sierra Leone et du Liberia) ou au Conseil National de Sécurité (cas de la Côte d'ivoire) ou au Premier Ministère.

Le chef d'Etat a ordonné l'arrêt des poursuites deux fois déjà contre des présumés sécessionnistes, des actes à encourager ?
Sur le plan politique, toute démarche qui consiste à ramener la paix est toujours à encourager. Mais la question que vous posez a toujours fait débat. Il y a grosso modo deux positions. Il y a certains qui estiment que pour lutter contre l'impunité, il faut qu'il y ait la justice. Donc pas de paix sans justice. A l'autre spectre de ce positionnement, il y a certains qui pensent que les crimes graves étant imprescriptibles, il faut au nom de la paix faire l'impasse sur la volonté de punir. On aura toujours le temps de recourir à la justice car le temps de la justice n'est pas le temps de la politique. Finalement, les deux arguments sont valables quand il y a un projet politique de réconciliation d'une part, et d'autre part quand ce projet politique s'inscrit dans un processus global de gestion de toutes les crises, de reconstruction de la fabrique sociale, quand il s'inscrit dans une volonté de résoudre tous les problèmes auxquels fait face une nation. Une limite tout même: la communauté internationale est opposée à toutes formes d'amnistie générale (blanket amnesty).

À titre personnel, que préconisez vous ?
Pour ma part, je plaide non seulement pour que la justice passe mais aussi pour un programme national de justice transitionnelle qui intégrerait les mécanismes locaux ou traditionnels de résolution des conflits pour enfin adresser les non-dits de l'histoire tumultueuse de notre pays. Et vous savez, la justice transitionnelle intègre des mécanismes comme, les mécanismes traditionnels de résolution des conflits, les comités vérités et réconciliation locaux ou nationaux, mais aussi les monuments nationaux de reconnaissances de nos héros positifs. Beaucoup de gens ne savent pas que les monuments aux morts, la tombe du soldat inconnu, les mausolées, etc., font partie des mécanismes de justice transitionnelle car l'oubli de la souffrance, l'oubli de nos martyrs est un déni de reconnaissance qui peut annoncer des crises graves. En tout état de cause, la direction sur ce sujet doit être une émanation de la volonté populaire. Une consultation nationale serait le meilleur moyen de trancher ce débat pour le Cameroun. Dans un pays comme la RCA, c'est un forum national qui a tranché cette question. Par ailleurs, on doit avoir une fermeté absolue pour les groupes djihadistes comme le Boko Haram.

Donc c'est possible de sortir du cycle de violences et de tueries dans les régions anglophones ?
Cela est possible si tous les acteurs de cette crise croient en l'avenir de notre pays à l'ère d'une mondialisation des plus chaotiques où les « passions tristes » pour reprendre Spinoza sont en émergence ici et là. C'est pour cela, je crois que la nation camerounaise doit prendre la mesure de cette crise qui est déjà installée dans la conscience de la communauté internationale et nationale. Pour preuve, la réunion de decembre dernier au Conseil de sécurité où les éléments de langage des pays comme les Etats-Unis, la Grande Bretagne, les Pays-Bas et la Suède ont été identiques suggérant que des concertations ont eu lieu entre ces pays pour mettre la pression sur le gouvernement camerounais dont les réponses à cette crise donnent une impression de plusieurs actions superposées. Les initiatives même louables s'enchaînent les unes après les autres. Le moins que l'on puisse dire est qu'il y a un besoin de cohérence car toutes les actions qui sont prises vont dans le bon sens mais elles ont besoin d'être enserrées dans une vision globale. Sans cette unité d'action et d'objectif (unity of action and purpose), il y a un risque d'illisibilité, de procès en réaction et en absence d'anticipation. Finalement, il est important que ceux qui ont déclenché cette crise cessent de se tapir dans l'ombre et aient le courage d'apparaître au grand jour pour faciliter la sortie de crise autrement dit, ils seront considérés comme des fauteurs de troubles, des *« spoilers »* et traités comme tels au cours et dans l'histoire. Ce qui ne sera pas de bon augure pour la réconciliation nationale tant espérée.

Agenda électoral

Cabral Libii pour les municipales avant les régionales

Le candidat malheureux à la présidentielle d'octobre 2018 soutient que si le contraire est fait, les tout premiers Conseils régionaux ne refléteraient pas la volonté du peuple.

Par Florentin Ndatewouo

Cabral Libii dit être favorable à l'organisation des élections des conseillers municipaux avant celle des conseillers régionaux. Pour celui qui a occupé la troisième place au terme du scrutin présidentiel du 07 octobre 2018 sous la bannière de l'Union nationale pour l'intégration vers la solidarité (Univers), cela permettra de rapprocher les gouvernants du peuple. *« Sur le plan politique, les élections à venir présagent des changements et des mutations au sein des exécutifs communaux et des conseils municipaux. Il est impérieux que les Conseils régionaux constitués des délégués des départements, soient le reflet de la volonté des conseillers municipaux, et donc du peuple par ricochet »*, observe Cabral Libii.

D'après le leader du mouvement *« 11 millions de citoyens »*, l'expression de la volonté populaire, à travers l'élection au préalable des conseillers municipaux par les citoyens, permettrait d'éviter nombre de désagréments *« (…) qui créeraient un hiatus et une dissonance dans la conduite des affaires de la région par des personnes dont la légitimité légale et rationnelle sera acquise par des conseillers, qui pour la majeure partie ne seront plus aux affaires. Cela permettra de limiter les problèmes de corruption et de clientélisme dont on peut aisément présager l'ampleur et la menace »*.

Par ailleurs, Cabral Libii estime que l'efficacité du Conseil régional ne peut se faire ressentir qu'à l'aune des réformes. *« Il faut relever que le Conseil régional ne servira pas à grand-chose si le cadre normatif de la décentralisation n'est pas revu et son effectivité assurée à tous les niveaux. C'est la condition sine qua none pour permettre à cet organe d'assurer ses missions sans entraves, ce qui nécessite que les réformes précèdent l'organisation de ces élections »*. Cabral Libii craint que corruption ne finisse par *« rimer avec fraude électorale et absence de transparence, ce qui sera encore une forfaiture de plus et même de trop »*. Ceci, en raison d' *« un Code électoral aporétique comportant des dispositions dont le flou qui laisse songeur n'a d'égal que la vacuité de son contenu dans certains domaines »*, relève-t-il.

Douala 1er

La marche projetée par le SDF interdite

Par Blaise Djoukep

La marche de protestation projetée par Jean Michel Nintcheu dans les artères des arrondissements de Douala 1er, 3ème et 5ème, en guise de protestation contre l'impunité suite au retrait de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (Can) 2019 au Cameroun, vient d'être interdite dans l'arrondissement de Douala 1er. *« Est et demeure interdite, la marche publique dans certains artères de l'arrondissement de Douala 1er projetée pour le mercredi, 23 janvier 2019 par Jean Michel Nintcheu, président régional du SDF Littoral »*, précise Jean Marie Tchakui dans la décision signée le 18 janvier 2019 et portant interdiction de ladite marche. Pour l'autorité administrative, les risques de trouble à l'ordre public sont réels. Ainsi, la marche *« pacifique »* est interdite *« pour menace grave de troubles à l'ordre publique et les risques d'infiltration de ladite marche par des fauteurs de troubles et les anarchistes de tout bord étant réels »*, précise l'administrateur civil principal.

En prévision à l'interdiction de cette marche qu'il veut pacifique, le président régional du Sdf Littoral a prévu une marche également dans les arrondissements de Douala 3ème et 5ème, demain mercredi. *« Nous avons organisé simultanément trois manifestations. Au cas où on veut nous empêcher de manifester, qu'on éclate les forces de l'adversaire »,* précise le député SDF, qui n'est pas surpris par cette interdiction. Le sous-préfet de Douala 5e, Bakoma Zacheus Elango, a également interdit la marche du député Nintcheu.

Sud

Fame Ndongo, Motaze, Doret Ndongo…portés en triomphe

Des meetings de remerciements organisés le week-end dernier dans les 29 sections Rdpc pour le maintien ou la promotion des fils de la région au gouvernement.

Par Wamba Sop

Meetings, marches de soutien, carnavals et motions de soutien et de déférence ont constitué le point d'orgue des moments de communion et de liesse populaires dans les 29 sections du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) de la région du Sud, le week-end dernier. C'est le Conseil régional des chefs traditionnels, constitué de 1422 dignitaires coutumiers, qui a donné le ton des manifestations en organisant une réunion des 30 membres du comité exécutif à Ngonebok, près d'Efoulan, sous la férule du président régional, Sa majesté René Effa. Une motion de soutien sera adressée au terme des travaux au chef de l'Etat pour le maintien et la promotion des fils et des filles des quatre départements de la région au gouvernement. Il s'agit notamment de Jacques Fame Ndongo, chef du village Nkolandom (Ebolowa 2e, dans la Mvila), élevé au grade de ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur où il est en poste sans discontinuer depuis le 08 décembre 2004. Ce qui fait de lui le doyen du Sud au sein du gouvernement. Une posture d'hégémon politique, ce d'autant plus qu'il est le seul militant du Rdpc de la région à siéger au sein du bureau politique. Outre la motion de soutien des gardiens de la tradition, il y a eu celles venues de Kribi, Meyomessi, d'Eminemvom et du chef-lieu de la région, qui a mobilisé tout le quartet administratif du Sud. Le texte consensuel a été remis au gouverneur sur l'esplanade de ses services, après une longue marche militante partie de Nko'ovos, le quartier général du Rdpc, sous un soleil de plomb.

Le Sud dit merci.

Minette Libom Li Likeng est maintenue comme ministre des Postes et Télécommunications, domaine stratégique de souveraineté numérique, *« épicentre de la politique des « Grandes opportunités »*. Meyomessi (Dja et Lobo) a également vibré en sons et couleurs pour le maintien de Louis Paul Motaze au poste de ministre des Finances. Même ambiance à Zoétélé où Georges Elanga Obam, ministre de la Décentralisation et du Développement local a été célébré.

Pour les siens, il fait la fierté du Sud et de la République avec l' *« accélération visible du transfert de ressources considérables vers les collectivités territoriales décentralisées »*. Le ministre directeur du Cabinet civil de la Présidence, Samuel Mvondo Ayolo, est également cité en bonne place. De même que Jules Doret Ndongo, ministre des Forêts et de la Faune, porté en triomphe à Kribi dans l'Océan.

Ces meetings se poursuivent dans les 29 sections Rdpc, Ofrpc et Ojrdpc. Début février prochain, le groupement Eboman, situé sur l'axe routier Ebolowa-Nkolandom et Ambam, s'apprêtent à magnifier le chef de l'Etat pour ses réalisations dans la région, lesquelles couvrent tous les secteurs d'activité : éducation (université inter-Etats Cameroun-Congo, Eniet d'Ebolowa, les annexes des facultés d'agronomie et des sciences agricoles de Dschang et de sciences juridiques et politiques de l'université de Yaoundé II, etc.) ; santé (Hôpital de référence de Sangmelima) ; tourisme (Hôtel du comice agropastoral déjà achevé), télécommunications (câble sous-marin reliant le Cameroun au Brésil à partir de Kribi) ; les projet structurants (le port en eaux profondes de Kribi), etc.

Pour mémoire, Jacques Fame Ndongo est la troisième personnalité originaire de la région du Sud à accéder au grade de ministre d'Etat après Edouard Akame Mfoumou et Léopold Ferdinand Oyono.

Emplois

50 jeunes diplômés face aux réalités des projets Bad

Durant un an, ils ont effectué un stage dans diverses initiatives financées par l'institution bancaire panafricaine.

Par Pascal Dibamou

Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur éprouvent beaucoup de difficultés à trouver un premier emploi. Pour cause, il leur manque l'expérience professionnelle, régulièrement exigée lors des appels à candidature. Le minimum étant de faire valoir d'une expérience professionnelle d'un an. Une situation que le groupe de la Banque africaine de développement (Bad) veut résoudre, surtout que cette institution bancaire panafricaine veut créer 25 millions emplois à l'horizon 2025. Ladite stratégie a été adoptée en mai 2016 par son Conseil d'administration. Ainsi, depuis 2017, la Bad a lancé au Cameroun le programme *« emploi jeune »* ; lequel consiste à offrir le premier emploi professionnel aux jeunes diplômés.

A cet effet, 50 jeunes diplômés ont été sélectionnés pour participer à ce programme dans divers domaines : administration et gestion des entreprises, agro-industrie, archivage et documentation, audit et contrôle de gestion, cadastre et domaine, comptabilité et finances, électricité, environnement, génie civil et informatique, entre autres. Il s'agit de stages qui se sont déroulés dans neuf projets du portefeuille actif de la Bad au Cameroun. On y retrouve notamment le Projet de renforcement et d'extension des réseaux électriques de transport et de distribution, le projet d'aménagement hydroélectrique de Lom Pangar composante construction de l'usine de pied, le projet d'appui à la modernisation du cadastre et du climat des affaires, le projet d'aménagement de la route Batchenga-Ntui-Yoko-Lena, le projet d'aménagement de la route Djoum-Mintom-Frontière Congo (Phase 2), le projet de réhabilitation de la route Yaoundé-Bafoussam et d'aménagement des routes Bogo-Pous et Grand Zambi-Kribi (PAST 2).

Quelques lauréats après la cérémonie de vendredi dernier.

Barrage de Makay

Selon la presse marocaine, le projet de construction de la centrale hydroélectrique de Makay, dans le Nyong-Ekellé, région du Centre, pourrait ne pas voir le jour. En effet, apprend-on, les retards pris par ce développeur de projet de production d'énergie électrique, dans l'étape de développement (bouclage des financements puis début des travaux de construction) de deux projets au Cameroun et en Côte d'Ivoire, ont « saigné la trésorerie » de Platinum Power, l'entreprise marocaine qui porte le projet. Selon la presse marocaine, les difficultés financières auxquelles est désormais confrontée cette entreprise sont telles que « les salaires ne sont pas payés depuis plusieurs mois, les filiales camerounaises et ivoiriennes sont pratiquement à l'arrêt et aucun projet de réinjection d'argent frais n'est pour l'instant sur la table ». La seule issue pour une sortie de crise de cette entreprise est un accord de refinancement avec son actionnaire majoritaire, qui n'est autre que le Fonds d'investissements américain Brookstone Partners, basé à New-York. D'une capacité de production de 400 MW, la centrale de Makay était censée être mise en service en 2020.

Urbanisation

Des collectivités locales à l'école du développement

Depuis le 15 janvier dernier, l'Afd forme 27 cadres de mairies francophones sur le management et la conduite des projets.

Par Mélanie Ambombo

Garoua III, située à un kilomètre du centre ville de Garoua, chef-lieu de la région du Nord, affiche un paysage rural. Dans cet arrondissement, l'on trouve des zones non électrifiées où manquent des écoles et de l'eau potable. *« Pour notre développement, nous souhaitons disposer d'équipements marchands pour améliorer les ressources de la communauté urbaine puisque les collectivités territoriales décentralisées ont souvent un problème de moyens financiers »*, soutient Ismaila Mohaman Dahirou, le coordonnateur du Programme urbain C2D capitale régionale de Garoua. Des problèmes d'urbanisation qui n'affectent pas seulement la capitale régionale du Nord. L'île de Madagascar fait également face à certaines difficultés qui freinent le développement, comme l'affirme Sandra Ratsiazo, directrice de programmation et suivi évaluation à l'Institut national de décentralisation et de développement local de Madagascar.

Pour remédier à ces problèmes par l'intensification de l'urbanisation et l'accompagnement des collectivités locales dans la maîtrise de ce processus, l'Agence française de développement (Afd) organise jusqu'au 24 janvier prochain, la quatrième session du parcours de formation *« Pilotage des collectivités locales (Pcl) »*. En collaboration avec le Cabinet Agora Consulting, cette formation centrée sur le management et la conduite des projets lancée le 15 janvier dernier est dédiée aux pays francophones dans lesquels intervient l'Afd et repose sur le management des projets. *« Nous avons plusieurs projets qui ont été mis en place depuis les années 90 mais dès qu'ils passent, il n'y a pas de continuité. Nous souhaitons voir au cours de cette formation comment se monte un projet »*, espère Sandra Ratsiazo. Tout à côté, Maxime Trésor Ngally de la communauté urbaine de Kribi veut, au cours de ces travaux, renforcer ses capacités en matière de montage, pilotage et de suivi des projets financés par un bailleur de fonds extérieur.

Ce séminaire de formation organisé par l'Afd fait partie d'un programme complet qui se tient habituellement à Marseille, en France, à l'attention des collectivités locales de l'ensemble des pays où elle intervient. Le programme vise à aider les mairies à faire émerger leurs projets de territoires durables, à travers quatre thématiques : les finances locales, les outils de planification urbaine, la gestion des services urbains et le management et la conduite des projets. *« Exceptionnellement, Yaoundé au Cameroun a été choisie pour la première fois pour nous rapprocher des participants. On réalise chaque année un appel à candidature assez large et ensuite on sélectionne 20 à 25 candidats. Pour cette édition, sept participants sur 27 sont Camerounais »*, informe Xavier Brusseau, chef de projets pédagogiques développement urbain et territoires durables à l'Afd.

Affaire Kwemo

Lettre ouverte aux Camerounais

Par TCHUNGNO Joseph*

Chers concitoyens,

Par notre voix, le Maire KWEMO Pierre, Président de l'UMS, vous rassure qu'ils lui parviennent tous les jours, les échos de votre indignation et les différentes expressions de solidarité et de soutien en sa faveur. Il en est vraiment ému et vous en remercie très sincèrement. Par votre sympathie à sa cause aussi activement exprimée, vous lui donnez davantage de ressources pour supporter cette douloureuse épreuve. Il vous exhorte à ne surtout pas fléchir.

Au vu de la tournure que prennent les choses, vous devez naturellement vous poser des questions sur les contours de cette affaire. Pour vous permettre de vous faire votre propre opinion, le tableau qui suit vous présente chronologiquement les faits tels quels :

TABLEAU CHRONOLOGIQUE DES FAITS

DATES	FAITS	RÉFÉRENCES LÉGALES
02 janvier 1991	Le Tribunal de Grande Instance du Mfoundi, à Yaoundé, déclare la Société Camerounaise des Grands Travaux de l'Est (SCGTE), société anonyme, en état de liquidation judiciaire et désigne la Société d'Etudes Juridiques et de Recouvrement (SEJURECI), représentée par KWEMO Pierre, Expert-Fiscal agréé par la CEMAC aux fins de procéder à l'opération de liquidation.	Jugement civil N°95 du 02 janvier 1991
29 avril 1993	A la demande frauduleuse de la famille ANDZE qui s'était d'abord présentée comme acquéreur auprès de la liquidation de l'immeuble bâti, objet du titre foncier N° 1718/Nyong et Sanaga (Mefou) d'une contenance de 3 hectares 01 ares 83 centiares, le ministre chargé de l'urbanisme et de l'habitat ordonne la mutation dudit titre au nom de l'Etat.	lettre N°145/Y.26/MINUH/D du 29 avril 1993
23 juillet 1993	Il résulte de cette mutation frauduleuse un Contrat de bail emphytéotique de 50 ans pour la location des édifices implantés sur le terrain signé entre la Société Immobilière de Nkolondom (SOCINK) appartenant à la famille ANDZE et l'Etat du Cameroun.	Contrat du 23 juillet 1993 et Acte notarié N° 10 624 DU 28 DEC 1981
03 aout 2008	A la requête du liquidateur, la Chambre Administrative de la Cour Suprême du Cameroun annule la lettre N°145/Y.26/MINUH/D du 29 avril 1993 du vice premier ministre chargé de l'Urbanisme et de l'Habitat ordonnant la mutation au nom de l'Etat du TF 1718/Nyong et Sanaga (Mefou), avec toutes les conséquences de droit.	jugement N°100/2008/CA/CS du 03 aout 2008
20 novembre	Le ministre des domaines des affaires foncières demande au délégué départemental des domaines du Mfoundi d'exécuter le	Lettre du MINDAF du 20 novembre 2008
2008	jugement N°100/2008/CA/CS du 03 aout 2008 de la Cour Suprême annulant la lettre de mutation du TF.	
24 novembre 2008	Le conservateur certifie que l'immeuble urbain bâti sis à Yaoundé, Ekounou, immatriculé S/N 1718 appartient en toute propriété à la SCGTE pour l'avoir acquis par réhabilitation dans ses droits immobiliers en exécution du jugement N°100/2008/CA/CS du 03 aout 2008 de la Cour Suprême appuyé par la lettre N°000725/Y.7/MINDAF/D100 du 20 novembre 2008 du MINDAF.	Certificat de propriété N° 9311 .CP/MINDAF/ 100 0 du 24 novembre 2008
14 mai 2009	Le délégué départemental des domaines et des affaires foncières du Mfoundi adresse une correspondance à KWEMO Pierre l'informant que la SOCINK est redevable des loyers impayés envers l'administration de la somme de 48 278 000 Fcfa couvrant la période du 1er aout 1993 au 31 décembre 2008, soit une somme insignifiante de 250 000 Fcfa / mois alors qu'elle perçoit aux moins six millions de Fcfa par mois, soit environ un milliard quatre-vingt millions (1 080 000 000) de FCFA sans compter les espaces utilisés par la SOCINK, pour la même période.	Lettre 988/Y.30/MINDAF/2/41 /RD du 14 mai 2009
27 mai 2009	Le ministre des domaines et des affaires foncières procède à la résiliation du contrat de bail emphytéotique conclu le 23 juillet 1993 entre la SOCINK et l'Etat du Cameroun.	correspondance N°00003671/Y.7/MINDAF/D337 du 27 mai 2009
27 mai 2009	Le ministre des domaines et des affaires foncières autorise le liquidateur à vendre partiellement l'immeuble au profit de la société SOC Holding Cameroun SA.	correspondance N°00003672/Y.7/MINDAF/D337du 27 mai 2009
23 juin 2009	Le juge commissaire de la liquidation judiciaire de la SCTGE autorise le liquidateur à procéder à la vente de l'immeuble TF 1718/Nyong et Sanaga (Mefou) à tels acquéreurs intéressés.	Ordonnance N°20 du 23 juin 2009
26 novembre 2009	Le tribunal de Grande Instance du Mfoundi, siégeant en matière civile et commerciale, ordonne l'expulsion de la SOCINK et autres, ainsi que tous occupants de leur chef, ce, avec l'assistance de la force publique et sous astreinte de 100 000 Fcfa par jour de retard.	Jugement N°220/CC du 26 novembre 2009
07 juillet 2010	La Cour Suprême du Cameroun déclare les pourvois et les requêtes aux fins de sursis à exécution de la SOCINK et autres irrecevables et confirme l'expulsion de tous les occupants du site querellé.	Ordonnance N°520 du 07 juillet 2010
30, 31 dec 2009 et 04 janv 2010	Signification Commandement à la SOCINK et autres de libérer les lieux.	Exploits d'huissier
11 juin 2010	Signification ordonnance contenant itératif commandement à la SOCINK et autres de libérer les lieux.	Exploit d'huissier
11 juin 2010	Le Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Yaoundé-Ekounou requiert le commandant de la Brigade de Kodengui d'assister Me NGWE Gabriel Emmanuel, huissier de justice dans l'exécution des décisions d'expulsion.	Réquisition N° 27 du 11 juin 2010
15 juin 2010	Expulsion de la SOCINK et autres par Me NGWE Gabriel Emmanuel, huissier de justice.	Procès-verbal d'expulsion d'huissier
02 juillet 2010	Assignation aux fins de réintégration de la Socink et autres au TPI de Yaoundé-Ekounou: les plaignants sont déboutés	Exploit de Me Marie Fidèle Biloa, huissier
04 septembre 2010	Assignation en dommages-intérêts au paiement de tout préjudices confondus à somme de 10 millions Fcfa de la Socink et autres au TPI de Yaoundé-Ekounou : les plaignants sont déboutés.	Assignation en dommages et intérêts
25 avril 2018	L'un des administrateurs de la SOCINK, M. ANDZE Jean Claude porte plainte contre KWEMO Pierre (liquidateur), PEUGHOUIA et KONTCHOU (acquéreurs légaux de l'immeuble bâti) pour pillage en bande, vol aggravé, destructions...	
11 janvier 2019	Après audition de tous les mis en cause, le juge d'instruction ordonne la Mise en détention provisoire de KWEMO Pierre seul pour pillage en bande. M. KONTCHOU, président de la section du RDPC de Baham fait venir les militants en tenue du parti au Parquet du centre administratif pour obtenir sa liberté.	Ordonnance motivant le placement en détention provisoire

NB : M. KWEMO Pierre n'a jamais été sur les lieux d'exécution des décisions de justice expulsant la SOCINK et autres. En outre, en cas d'exécution des décisions de justice, il revient à la personne expulsée d'assurer la sécurité et la garde de ses effets expulsés.

M. ANDZE Jean Claude brille par une tentative d'extorsion d'argent en partant d'une demande en dommage-intérêts de dix millions d'ailleurs déboutée par la justice à des centaines de millions FCFA au pénal avec des complices.

Chers compatriotes, vous êtes désormais au même niveau d'information dans cette affaire. Tout comme vous, nous continuons à essayer de comprendre ce qui lui est reproché par la justice de son pays. Tout comme « Kafka » dans son « Procès », il est là, perdu dans les longs, obscures et sinueux couloirs de la « Justice », qui poursuit son cours...

Chers compatriotes, l'objet principal de cette lettre demeure certes de vous témoigner la reconnaissante gratitude du Président KWEMO Pierre pour votre soutien, mais aussi d'éclairer davantage votre lanterne sur les contours de sa détention.

Tout comme vous, et fort de sa posture d'homme public, connu et reconnu l'Hon. **KWEMO Pierre** *est Maire de la Ville de Bafang, Ancien Vice - Président de l'Assemblée Nationale, Président du Parti Politique UMS , Promoteur de la brillante équipe sportive UMS de Loum, opérateur économique , Expert Fiscal agréé par la CEMAC, vice-président de l'Assemblée Générale de l'Ordre des Conseils Fiscaux du Cameroun...)*, il ne pouvait jamais venir à l'esprit de qui conque, l'éventualité de le priver de liberté pour une si simple affaire.

Nombreux sont ceux qui pensent, et cela se comprend, que son enchainement a d'autres vises : il s'agit de lui faire obstruction aux prochaines échéances électorales, donc de laisser le champ libre à son adversaire politique connu, qui espère ainsi gagner l'UMS sur tapis vert, comme ils l'ont fait lors des récentes élections législatives de 2013, où sa liste a été purement et simplement disqualifiée, pour des motifs à la limite ridicules.

Comme cela se trame sous vos yeux, il s'agit cette fois, de changer tout simplement de mode opératoire, pour atteindre le même résultat : gagner frauduleusement et sur tapis vert les élections.

Chers compatriotes, l'histoire de ce pays, qui nous appartient à nous tous (à n'en déplaise à quelques-uns), ne cesse de nous interpeller. Jusqu'à quand continuera- t-on à nous prendre pour des idiots ?

Ce qui nous console, c'est que le peuple camerounais est déjà assez politiquement mature. Il sait qui est qui, il sait quoi faire maintenant et demain pour changer radicalement les choses et instaurer une société de justice où, indépendamment de son rang social et de sa tribu, la justice le traitera avec dignité et équité. Il sait quoi faire maintenant et demain, pour vivre debout et fier. Nous gardons confiance au sens de justice de notre peuple, en ses capacités à lutter pour ses droits et à choisir lucidement et conséquemment ses dirigeants.

D'ailleurs, pour ce qui est des militants et sympathisants de notre formation politique, votre adhésion aux idéaux de l'UMS n'a jamais été du fait de la démagogie, des promesses fallacieuses, ou des pratiques malsaines que nous nous refusons d'évoquer ici. Votre engagement s'est fait uniquement sur la base de la confiance que nous n'avons jamais trahie. Nous avons ensemble entamé de nombreux chantiers de transformation de l'environnement et des conditions de vie des populations. Nous les achèverons ensemble.

Pour finir, l'Hon. KWEMO Pierre, Président national de l'Union des Mouvements Socialistes vous renouvelle ses gratitudes pour votre confiance et votre engagement à la cause de la justice. Il demande, avec insistance, à tout le monde, jeunes, femmes, hommes, personnes handicapées ..., à aller maintenant et massivement s'inscrire sur les listes électorales, autant par revanche que par devoir, et demain sera notre jour de gloire.

Vive la Justice, la vraie.

Vive le Cameroun, qui gagne honnêtement...

Secrétaire à la communication de l'Union des Mouvements Socialistes (UMS)

Intelligence artificielle

La face cachée du «10 years Challenge»

D'aucuns craignent qu'en raison de la rapide évolution du numérique, le réseau social Facebook aurait recours aux photos publiées pour s'en servir à d'autres fins.

Par Perrine Masso

Les jours qui viennent de passer ont été très drôles pour les habitués de la toile. Et pour cause ! Le *« 10 years Challenge »* a fait rire plus d'uns. Il y en a qui se sont prêté au jeu le temps d'une publication d'une de leur photo actuelle et celle datant d'au moins dix ans sur Facebook, Instagram et autres réseaux sociaux. L'idée était assez bonne mais seulement, certains n'ont pas réellement mesuré l'ampleur de leurs actes au moment du post. En effet, l'avènement du numérique et de son lien indéniable avec la sophistication des intelligences artificielles a éveillé une certaine suspicion sur le dessein d'un tel évènement. L'attention sur un possible virage au cauchemar est attirée par Kate O'Neill l'ayant présenté dans le magazine Wired après avoir publié un thread (tweet) sur Twitter.

En effet, *« pour exercer ses intelligences artificielles, à la reconnaissance faciale, Facebook n'est certainement pas en manque de clichés puisque les internautes les partagent tous, depuis des années voire plus de 10 ans pour certains »*, fait remarquer le site web siecledigital.fr. C'est d'ailleurs ainsi que le réseau social a fait émerger plusieurs fonctionnalités autour de cette technologie. La première toujours en phase de test se concrétise par une connexion dans le compte de l'internaute, grâce à la reconnaissance faciale. L'autre est un outil qui permet à Facebook d'aller chercher des photos d'internautes sur son réseau. L'exemple le plus probant est sans aucun doute les fameux montages ou photos-collage en guise de joyeux anniversaire que la plateforme offre le plus souvent à ses utilisateurs.

Le tweet de Kate O'Neill.

Pour ce qui est du *« 10 years Challenge »* la plateforme aurait très bien pu aller piocher une photo d'un internaute publiée en 2009, et une autre de lui en 2019. Oh que non ! Car Facebook a pensé que rien ne prouverait que sur la photo postée, l'internaute n'est pas simplement plus jeune et celle de 2019 publiée après usage d'un filtre vieillissant. Alors, il lui a sans doute semblé judicieux que les utilisateurs eux-mêmes publient leurs photos. Cela permettrait de les reconnaître plus facilement. Pour ce qui est de l'utilisation de la reconnaissance faciale pour un but marketing, elle a déjà fait ses preuves. Seulement, certaines de ses utilisations peuvent devenir flippantes lorsqu'on associe la technologie avec les lieux que l'on a l'habitude de fréquenter. C'est la raison pour laquelle certains en sont parvenus à se demander si les données publiées visaient une cause noble ou avaient un objectif marketing. D'aucuns suspectent d'ailleurs l'évènement du *« 10 years Challenge »*. La peur que le réseau social Facebook conserve des données de ses utilisateurs qu'il pourrait utiliser à d'autres fins hantent à présent les esprits.

Internet

Le Cameroun absent des neuf moins connectés en Afrique

Par Arnaud Kuipo

« Le nombre de personnes dans le monde ayant accès à internet est estimé à environ 4 milliards, mais dans plusieurs pays africains, moins de 10% de la population y ont accès. Dans un rapport We Are Social and Hootsuite publié en 2018, l'Afrique a enregistré les taux d'accès à internet les plus élevés en 2017, avec une augmentation de 20% », est-on renseigné à partir d'un article de Afrikmag.com. L'on apprend que neuf pays africains par contre *« ne pourraient pas faire mieux parce qu'ils figurent sur la liste des 10 pays ayant moins d'accès à internet au monde ».*

Deux proches voisins du Cameroun font partie de la liste. Il s'agit de la République centrafricaine (Rca) et du Tchad. Ils sont respectivement 5e et 6e. 208e sur le plan mondial, la Rca n'a que 05% de ses *« 4,9 millions d'habitants ayant accès à internet »*. Le second pays partage le même pourcentage de personnes ayant accès à internet. *« En conséquence, le pays se classe au 209e rang mondial »*, lit-on.

Le premier du Top 9 est occupé par Madagascar avec 07% d'habitants connectés à internet, soit 204e sur le plan mondial. Le dernier rang quant à lui est occupé l'Erythrée. En Afrique et dans le monde, il est le pire des pays en termes de connexion internet. Ici, seul 1% de ses 7,1 millions d'habitants a accès à internet. Les autres pays qui complètent le classement sont la Guinée-Bissau (06%), le Burundi (06%), la République démocratique du Congo (06%), le Sahara occidental (05%) et le Niger (05%).

Astuce Tech

Comment savoir si un contact vous a bloqué sur WhatsApp

Par Perrine Masso

Il n'existe pas de méthode officielle proposée par l'application de messagerie mais il existe plusieurs astuces pour en être certain. Comment savoir donc si un contact vous a bloqué ? Pour le faire, trois données sont à prendre en compte. Leur combinaison constitue une indication quasiment certaine que le contact en question vous a bel et bien bloqué. Il s'agit de la date de dernière connexion. En effet, lorsqu'un contact vous a bloqué, la première chose c'est que vous ne verrez pas la date de la dernière connexion. Et puisque cette seule information ne suffit pas à confirmer cet état des choses, la prochaine étape consistera à vérifier la double coche. *« Il s'agit de ces deux petits points verts qui s'affichent lorsqu'un message est bien envoyé »*, peut-on lire sur androidpit.fr. C'est dire que si un contact vous bloque, vos messages n'afficheront jamais les deux signes verts et encore moins les deux signes bleus pour signifier la lecture du message. Pour finir, si vous constatez que le contact concerné n'a pas mis à jour ou effectué de changement sur son profil, et s'il possède la même photo depuis des mois, c'est possible que vous n'ayez pas reçu ces changements car il vous a bloqué. De même, vous pouvez vous rassurer à l'aide du smartphone d'un ami. Si lui a bel et bien vu des changements concernant la photo ou le profil du contact, vous pouvez en être certain : vous avez été bloqué.

Le Responsable

La course à la Fonction publique

En conception depuis l'an 2016, le jeu vidéo 100% camerounais présente les réalités de l'accès aux postes de responsabilités dans certains pays africains.

Par Perrine Masso

Une séquence du jeu.

C'est un suspense garanti. Un mélange d'émotions partagées entre ambitions et obstacles. En ces termes, on peut résumer le nouveau joujou de Kiro'o Games. *« Bienvenue dans la République du Mboa. Gérée avec amour éternel par son excellence président guide fondateur, sauveur, Raoul Boutel Mougabiang »*. Tels sont les mots qui introduisent la bande d'annonce de ce nouveau jeu sur le réseau social YouTube. Dans l'intrigue, le président Raoul Boutel Mougabiang veut faire de la République du Mboa un pays exemplaire dans lequel la démocratie règne sans partage et où le peuple peut voter pour ses gouvernants *« sauf pour le guide suprême qui est aimé à vie »*.
C'est afin de bâtir une nation émergente, sur le court terme, que le président va lancer une vaste campagne de recrutement des agents de l'Etat. Selon *« lui, le fonctionnaire est la pierre angulaire du développement »*, peut-on écouter dans la bande d'annonce. Ainsi, le Mboa est basé sur un système dans lequel un duel de fonctionnaires sera servi en plat de résistance. *« Nous avons créé un pays imaginaire. Le Mboa est une caricature de nos Etats. Le jeu va permettre de simuler, de façon comique, une vie de cadre de la fonction publique africaine »,* confie le Game designer Ivan Ngounou.
Le projet de jeu mobile relatif à *« Le Responsable »* voit le jour (juste quelques mois après la sortie du jeu Pc Aurion) à l'an 2016. Mais *« le concept a beaucoup évolué, car la première idée de ce jeu était de mettre le joueur dans la peau d'un président de la République ; afin qu'il puisse faire face aux contraintes et exigences de cette fonction »,* expliquait le fondateur de Kiro'o Games, Olivier Madiba. Seulement, après mûre réflexion, son équipe et lui vont décider que ce serait plus amusant de simuler la vie d'un fonctionnaire en s'inspirant des clichés et situations vécus dans leur pays. Depuis lors donc, l'équipe travaille avec acharnement pour en faire le *« 1er jeu mobile comique qui simule la vie des fonctionnaires africains »*. *« Cette fois-ci, le projet n'est plus porté par moi seul mais par toute l'équipe du projet. La fonction publique et la gouvernance sont des sujets centraux dans les discussions des jeunes africains. Nous travaillons depuis un an à en faire un jeu amusant. On a trouvé une formule satisfaisante »*, dixit Olivier Madiba.
Et pour apporter plus de punch à ce jeu made in Cameroun, l'équipe de Kiro'o Games n'est pas en manque d'idées. *« Le jeu ira plus loin que sur votre smartphone. Nous sommes en train de créer un univers étendu. Par exemple, la page Facebook du jeu donnera des actualités de la République en fonction des activités de la communauté des joueurs »*, a expliqué l'air enjoué le Lead designer, Dominique Yakan. En plus, en fonction de l'évolution du développement du jeu, l'équipe dévoilera des images, illustrations et vidéos. Il ne reste donc plus qu'à le télécharger et à se mettre dans la peau du personnage. Alors, à nos marques, prêts, partons !

Smartphones

Comment libérer de la mémoire via WhatsApp

Par Perrine Masso

Dans les paramètres.

Si vous passez la moitié de la journée à discuter sur WhatsApp, l'application se remplit très rapidement de photos, vidéos, etc. Même si le téléchargement automatique est désactivé, tous les fichiers (vidéos, stickers, photos, etc.) que vous recevez restent stockés dans l'appareil. Ils occupent ainsi un espace précieux. Alors, comment libérer de l'espace dans la mémoire sur votre smartphone Android ? Vous n'avez pas besoin de vous débarrasser complètement d'une conversation pour avoir plus d'espace. Vous pouvez en effet sélectionner ce que vous voulez supprimer, mais l'idéal serait de le faire avec plus de technicité. Pour cela, il vous suffit d'ouvrir l'application WhatsApp et cliquer sur les trois points en haut à droite. Puis, cliquer sur *« Paramètres »*. Une fois ces étapes traversées, la prochaine c'est d'aller dans *« Utilisation des données et du stockage »*. Là, tous vos chats WhatsApp seront immédiatement affichés, triés par poids, du plus volumineux au moins. La dernière action à mener sera d'entrer dans l'un d'eux, et cliquer sur *« Gérer les messages »*. Ensuite, il ne vous restera plus qu'à sélectionner les éléments dont vous voulez vous débarrasser. Puis, vous n'aurez plus qu'à appuyer sur *« Vider »* et le tour est jouer. Sur les téléphones de système d'exploitation IOS, vous devez simplement ouvrir l'application, aller dans *« Paramètres »*, ensuite *« Données et stockage »*, puis *« Utilisation de stockage »* et les listes de discussion WhatsApp apparaitront. Vous pourriez dès lors sélectionner le ou les fichiers que vous souhaitez voir disparaitre et vous en séparer en toute quiétude.

Médias américains

Facebook va investir environ 172 500 millions Fcfa

Par Perrine Masso

C'est environ 172 500 millions Fcfa (300 millions de dollars US) que l'entreprise de Mark Zuckerberg entend investir dans le marché des médias américains. L'annonce a été faite le 15 janvier dernier. A cette occasion, Facebook a expliqué qu'il s'agit d'une enveloppe destinée à supporter la profession de journaliste. Il souhaite mettre l'accent sur les petits médias qui battent de l'aile dans un contexte où le public américain a pris ses distances avec la presse officielle.
Si pour Facebook il s'agit d'une aide à la communication, d'aucuns pensent par contre que le géant américain tente de se refaire une virginité auprès du grand public. Ceci après avoir été accusé, à plusieurs reprises, de manipuler ses plateformes afin de ralentir ou de bannir certaines sources d'informations. Seulement, tout dernièrement, Facebook s'est associé à l'Agence France Presse afin de mettre sur pied un mécanisme de vérification des faits afin de régler une bonne fois ce problème de recrudescence de fausses nouvelles sur sa plateforme.

Amandine Sagnes

On a envie de faire croiser les cultures

La directrice déléguée de l'Institut français du Cameroun (Ifc) antenne de Douala parle de la programmation culturelle dans cet établissement.

Par Marthe Ndiang

Peut-on avoir un aperçu de ce que prévoit la programmation culturelle à l'Ifc antenne de Douala au cours des mois à venir ?
On reste dans la lignée de ce qu'on sait faire le mieux à l'Institut français du Cameroun (Ifc). C'est-à-dire, on aura à la fois des têtes d'affiche, des grands noms que les Camerounais auront plaisir à retrouver. On aura aussi des débats d'idées parce qu'on sait aussi que c'est quelque chose qui fonctionne bien et l'Ifc doit être un lieu où on peut échanger les idées, partager les valeurs communes à travers cet échange d'idées. Aussi, on reste attaché au fait que chaque programmation doit comporter du théâtre, de la musique, de la danse, des propositions aussi pour la jeunesse. Cette année d'ailleurs, on a mis la jeunesse au centre de la programmation avec un nouvel espace qui lui est dédié. Cette année, on va retrouver les grands noms comme «Macase», on va accueillir aussi des africains d'ailleurs, Sol'e qui est un ivoirien, Achille Ouattara qui est du Burkina Faso… Donc, on a envie de faire croiser les cultures parce que c'est aussi dans nos missions d'être ouvert sur les autres cultures. La culture locale, nationale et internationale. Et on espère que le public camerounais va s'y retrouver. Moi, j'ai juste une chose à dire : c'est que, soyez curieux et venez découvrir soit votre propre culture, soit celle des autres.

Cette année, vous annoncez un défilé de mode à l'Ifc…
La culture, c'est un grand nom. On peut y mettre tellement de choses derrière. Le mot culture, on essaye de l'égrainer de plus en plus avec le théâtre, la danse, la musique, les propositions jeune public… On essaye d'être le plus large possible. Effectivement, le défilé de mode c'est un peu le parent pauvre alors que c'est un art à part entière. Par exemple en France encore, des grands noms de couturiers internationaux. Alors, on a envie que les Camerounais puissent se retrouver dans cet art qui est un art noble. On avait envie qu'il ait toute sa place à l'Ifc. Donc, il y aura effectivement un défilé de mode et si ça marche bien, si le public est au rendez-vous, on en fera d'autres. Le tout, c'est qu'on sente qu'il y a un amour particulier entre cet art et le public.
Ce n'est pas commun un défilé à l'Ifc. A quoi va ressembler ce défilé de mode ?
Il faut juste faire appel à des scénographes. On a vu des défilés de mode dans des gares par exemple. Ce n'est pas toujours une forme très traditionnelle. Des grands noms comme Karl Lagerfeld se régale à chaque fois de faire des défilés non pas sur des podiums traditionnels comme avant, mais dans les lieux où on l'imagine pas. Il a fait souvent défiler les mannequins dans des ascenseurs. Aujourd'hui, je pense que les codes de défilé de mode ont été cassés et donc, on peut se permettre toutes les folies, toutes les scénographies. Donc en fait, on va retravailler la scène de façon à ce que le public puisse voir les vêtements dans de bonnes conditions. Des conditions un peu différentes de ce qu'on peut faire partout.

Sale temps à l'hôtel El royale

Un aller sans retour pour l'enfer

En 141 minutes, Drew Goddard balade les cinéphiles dans les couloirs d'un établissement pas très chaleureux.

Par Vanessa Bassale

Pour Nicolas Schaller, journaliste à Le nouvel observateur, « Sale temps à l'hôtel El Royale » c'est « du pulp sans jus, du thriller sans frisson ». Sorti en novembre 2018, le dernier film de Drew Goddard n'est visiblement pas à la hauteur des attentes des critiques et des cinéphiles. Du réalisateur de *« La cabane dans les bois »*, l'on est en droit d'attendre plus. Oui. Plus d'originalité, plus de rebondissements et pourquoi pas plus d'audace. Toutefois, l'histoire a le mérite d'être captivante. El royale est un hôtel qui a vu défiler dans ses couloirs, célébrités et personnalités politiques. Aujourd'hui, ce n'est plus qu'un établissement vide et lugubre. Situé à la frontière entre la Californie et le Nevada. Une frontière matérialisée par une ligne que les clients de l'hôtel prennent plaisir à traverser. Amusés par la facilité avec laquelle ils peuvent passer d'un Etat à un autre.
A lui seul, cet hôtel apporte un fort capital frisson. Un capital rentabilisé par la rencontre dans cet établissement de sept âmes aussi mystérieuses les unes que les autres. Ainsi l'on y retrouve un prêtre, un voyageur de commerce, un gourou, une chanteuse de soul, une hippie et sa sœur et le gérant de l'hôtel. Des personnages qui, tout au long du film vont se retrouver dans de beaux draps. Au final, ils doivent trouver le moyen de se racheter pour ne pas aller en enfer.
Difficile de ne pas remarquer la ressemblance entre ce huis clos et les chefs d'œuvre signés Quentin Tarantino. De plus, Chris Hemsworth qui, devant la caméra incarne Billy Lee crève littéralement l'écran. D'abord grâce à sa séduisante plastique ensuite grâce à son excellent jeu d'acteur.
Ce film que le journal Le Parisien considère comme un ovni cinématographique, est déconseillé aux moins de 12 ans. Ceci malgré les couleurs vives et les vannes qui le rende agréable cependant à regarder.

Fiche technique

Film : Sale temps à l'hôtel El royale
Réalisateur : Drew Goddard
Genre : Thriller
Durée : 141 minutes
Sortie : Novembre 2018

Diaspora

L'actualité des Lions indomptables en clubs

Par Claude Olivier Banaken

Stéphane Mbia actuellement en Chine

Après avoir résilié son contrat la 16 janvier dernier avec Toulouse Football Club (Tfc), Stéphane Mbia est à la recherche d'une nouvelle équipe. Alors que beaucoup l'annonçait en Turquie ou il aurait reçu une proposition de contrat d'un an et demi de Trabzonspor (le montant de cette proposition n'a pas été dévoilé, ndlr), l'ancien capitaine des Lions Indomptables a choisi de retourner en Chine. Stéphane Mbia est actuellement en essai avec Wuhan Zall, un club du championnat de première division chinoise. Victime de nombreuses blessures au Tfc, le milieu de terrain camerounais aimerait certainement retrouver du temps de jeu avant de rebondir dans un championnat plus compétitif.

Gaétan « bon », mais perd à Manchester United

Le latéral gauche camerounais et son club Brighton ont joué samedi 19 janvier dernier, contre l'impressionnante équipe de Manchester United, qui n'a plus perdu depuis le départ de Jose Mourinho (remplacé par l'ancien joueur du club, Ole Gunnar Solskjær, ndlr).
Si les joueurs de United monopolisent l'essentiel des ballons en première mi-temps, Gaétan Bong et ses coéquipiers qui évoluent dans un système purement défensif (4-5-1) s'arrangent à fermer les espaces. Seulement, Manchester United est sur un nuage depuis quelques semaines.
En effet, la première brèche dans la défensive de Brighton est à mettre à l'actif de l'international camerounais. Paul Pogba, en pleine percussion est fauché dans la surface de réparation par Gaétan Bong. Sans hésiter, l'arbitre central indique le point de penalty. Le français va lui-même se rendre justice en logeant le ballon dans les filets. Il est suivi par Rashford qui inscrit un second but pour Manchester United.
Avec de multiples remontés ponctuées par de nombreux centres en retrait de Gaétan Bong, Brighton réduit le score à la 85e mn et fini par s'incliner 1-2.

Gaël Ondoua, l'espoir de Machahkala

Agé de 23 ans, le jeune milieu de terrain camerounais, plusieurs fois cité « homme du match » est depuis le 15 janvier dernier, en stage d'inter saison avec Anzhi Machahkala dans le sud de la Russie.
Après avoir disputé presque tous les matches de la phase aller, la jeune pépite camerounaise figure parmi les meilleurs joueurs du club. Avant dernier au classement, Gaël Ondoua et ses coéquipiers vont devoir batailler pour revenir ne serait-ce qu'au milieu du tableau, dès la phase retour du championnat prévue en mars prochain.

Toko Ekambi sauve Villarreal

Aligné à la pointe d'attaque de Villarreal dimanche 20 janvier dernier à l'occasion de la 20e journée de la Liga espagnole, Karl Toko Ekambia a une fois de plus conquis les cœurs des supporters des Sous marrains jaune (Villarreal, Ndlr).
Opposé à l'Athletic club Bilbao, Luis García, l'entraîneur de Villarreal a opté pour un système en 4-2-3-1. Au terme d'une première mi-temps très équilibrée, avec peu d'occasions nettes de but, c'est l'Athletic Club Bilbao qui prend les devants grâce à un but de Costa contre son camp.
Entré en jeu à la 57e mn, Alfonso Pedraza est celui qui déclenche la réaction qui permet aux Sous marrains jaune de refaire leur retard. Après avoir récupéré un ballon sur le côté gauche, le dossard 16 de Villarreal exécute un centre à ras de terre dans la surface de réparation. Une balle que Toko Ekambi va se charger de glisser au fond des filets. Avec ce but, l'international camerounais permet à son équipe d'obtenir le point du match nul.

Joël Tagueu, buteur

Lors de sa première année au Fc Maritimo, l'attaquant camerounais a permis à son équipe de se maintenir dans le championnat de football de première division portugaise. Seulement, depuis le début de cette nouvelle saison, Joël Tagueu ne rime pas avec efficacité devant les buts. Et pourtant, le joueur travaille sans relâche. En déplacement sur la pelouse de Santa Clara le week-end dernier, Joël Tagueu a offert les trois points de la victoire à son club en inscrivant l'unique but de la rencontre (1-0). Un soulagement pour ce joueur qui cherche encore ses repères cette saison.

Joël Matip, le retour en force

Bousculé par une surprenante équipe de Crystal Palace, Liverpool a dû s'en remettre à Mohamed Salah, auteur d'un doublé pour assurer le plein de points.
Le défenseur international camerounais qui évolue au sein de l'équipe de Liverpool, dans la Premier League Anglaise a fêté sa titularisation de la plus belle des manières samedi 19 janvier dernier.
Pendant près de13 mn, et à la suite d'une première période assez timide où seul Joel Matip (7e et 30e) a réussi à se montrer dangereux, les joueurs de Liverpool ont eu à courir derrière le score. Jurgen Klopp, l'entraîneur de Liverpool a su compter sur des individualités, notamment Sadio Mané et Mohamed Salah, auteur de deux buts, pour se sortir du piège de Crystal Palace. Au bout des efforts, Liverpool s'impose de justesse (4-3) et conserve sa place leader de la Premier League.

Bill Tchato/Salomon Olembé

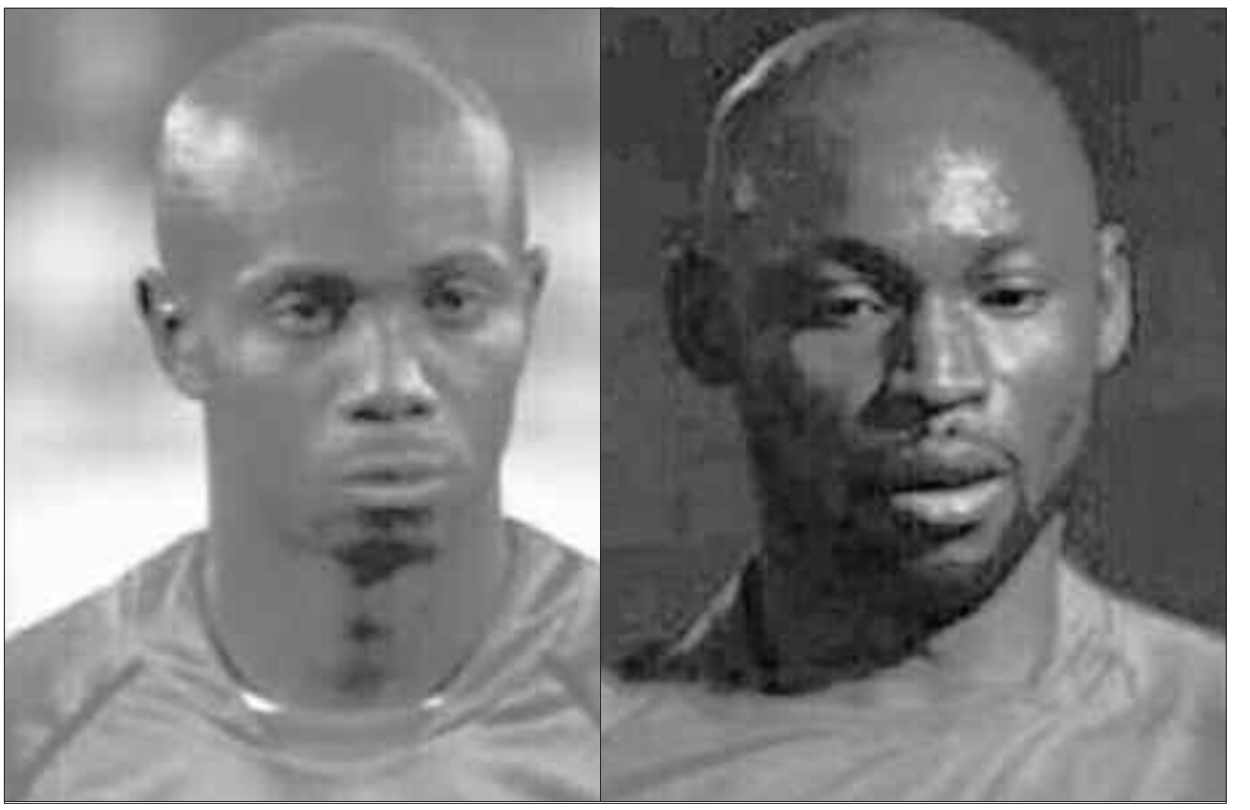
Deux anciens Lions de retour dans la tanière

Ils ont été respectivement nommés coordonnateur général des équipes nationales et Team manager des Lions indomptables la semaine écoulée.

Par Désiré Domo

La politique « le football aux footballeurs » lancée par le président de la Fédération internationale de football association (Fifa) Gianni Infantino lors de sa prise de fonction prend petit à petit corps. La Fédération Camerounaise de football (Fecafoot) dans cette mouvance veut ramener les anciens Lions indomptables au sein de la tanière. D'où la nomination de Bill Tchato et Salomon Olembé respectivement aux postes de coordonnateur des équipes nationales du Cameroun et Team manager des Lions indomptables. Bien que n'étant plus en activité (footballeurs), Bill Tchato et Salomon Olembé sont deux noms bien connus du football national, continental, voire mondial. Sauf qu'après leur carrière de footballeurs, Salomon Olembé s'est complètement effacé du milieu footballistique.

En effet, jusqu'à sa nomination le 18 janvier dernier par le président de la Fecafoot Seidou Mbombo Njoya, salomon Olembé s'occupait de ses activités. « Je suis un père de famille qui essaie d'élever ses enfants au mieux. Je suis retourné vivre au pays où je suis mes activités . Je suis également très proche de la chose footballistique de mon pays. Je m'intéresse à l'Anafoot, à la Fecafoot. Donc je reste dans le football. Chacun y est à sa manière », confessait-il le 28 décembre dernier à nos confrères du site internet Press-sport au Centre d'excellence de la Confédération africaine de football à Mbankomo. Nouveau challenge donc pour le double champion d'Afrique (2000-2002), Celui de Team manager d'une sélection des Lions indomptables actuellement en mode reconstruction. Il aura la charge d'assurer la coordination de la sélection fanion du Cameroun sur le plan administratif. Il remplace à ce poste son ancien coéquipier Bill Tchato.



Bill Tchato et Salomon Olembé. Désormais en mode managers.

Le champion d'Afrique 2002 au Mali hérite d'une « patate chaude ». Un poste querellé qui a vu défiler une demi-dizaine de responsables en l'espace de quatre ans. Au cours de l'année 2018 qui vient de s'écouler, le poste était tellement devenu éjectable qu'il ne se passait plus des mois sans qu'on aperçoive une nouvelle face. Nicolas Dikoume (le dernier cas en date) suspendu en octobre dernier peut en témoigner. Puisque la nouvelle politique impulsée par Gianni Infantino est de laisser les footballeurs gérer le football, la nomination de l'ancien sociétaire de Valence (en Espagne), ancien Team manager des Lions indomptables ne peut qu'être salutaire. Sauf qu'un célèbre entraîneur de football le rappelle souvent à qui veut l'entendre qu'un footballeur n'est pas forcément un bon manager.

Fecavolley

Comprendre l'évolution du budget

L'instance du volleyball national intègre pour la première fois la subvention de l'Etat dans son assiette de dépenses annuelles, ce qui n'était pas le cas par le passé.

Par Désiré Domo

L'année dernière encore, le budget de fonctionnement annuel de la Fédération camerounaise de volleyball (Fecavolley) était scindé de la subvention que l'Etat du Cameroun lui octroyait. « Les instances internationales nous ont signalé que le niveau des performances de la Fecavolley ne reflétait pas les moyens que nous présentions souvent dans les budgets de la fédération », explique le président de la Fecavolley Julien Serge Abouem.

Du coup, lorsqu'il fallait le présenter sur le plan continental, le bureau exécutif déclarait uniquement sa quote-part sans en additionner à ce que les pouvoirs publics lui reversaient. Mais, dès cette saison, les données vont changer. « Cela était dû au fait que la fédération n'intégrait pas souvent les fonds injectés par l'Etat pour les compétitions internationales », clarifie le patron du volleyball camerounais.

Volleyball camerounais. Le budget de performance connu.

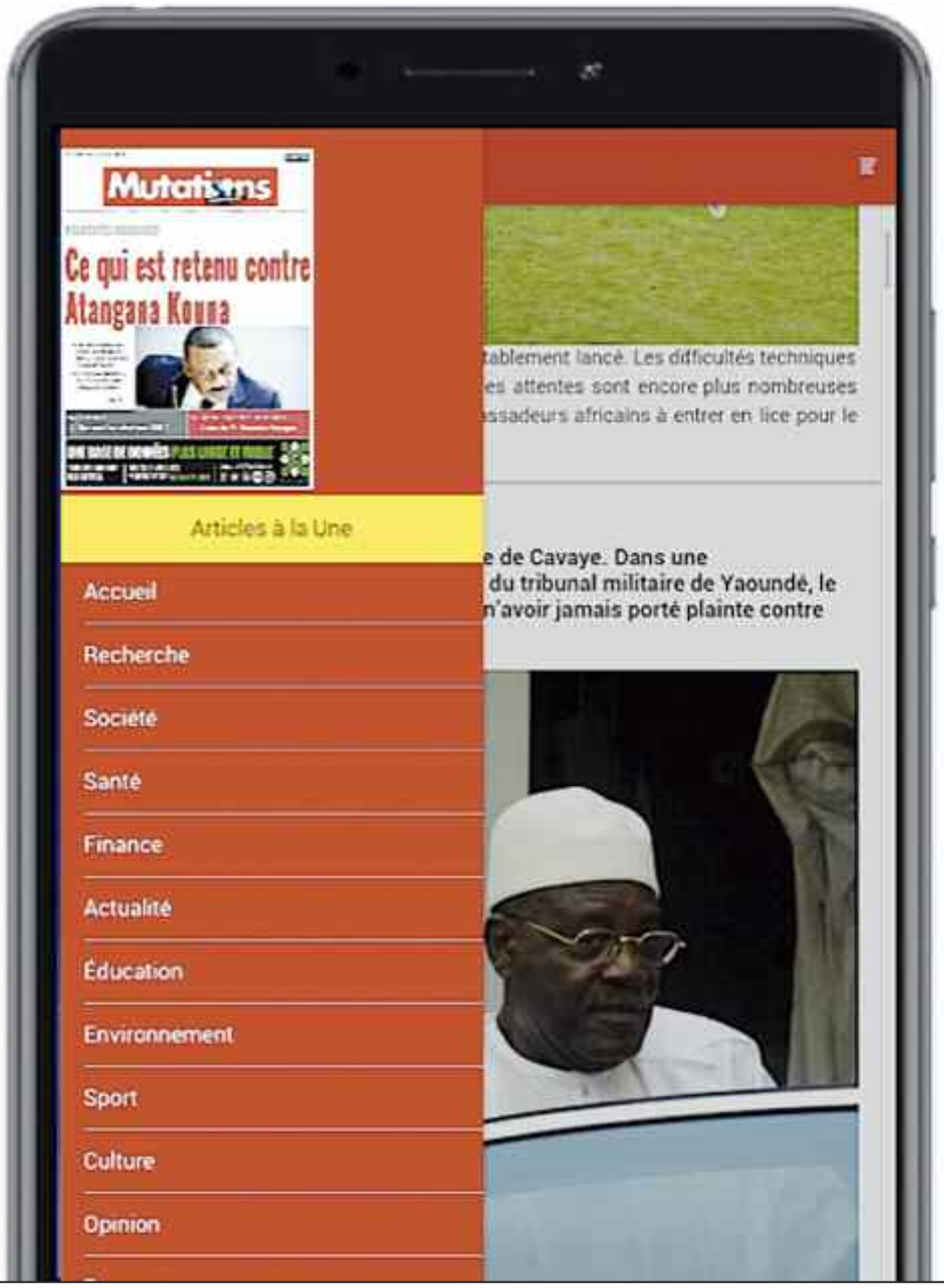
En effet, pour la seule saison 2019, le Cameroun doit prendre part à 24 compétitions parmi lesquelles deux Coupes d'Afrique des nations (Can), deux tournois intercontinentaux de qualification des Jeux olympiques, deux participations aux Jeux africains, un championnat du monde féminin U17, deux Coupes du monde. Le bal sera ouvert en mars prochain avec le Championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupes. « Nous avons donc pour 2019 intégré ces ressources dans les projections budgétaires de la Fédération camerounaise de volleyball dans ce que nous avons appelé budget de performance.

Celui de 2019 s'élève à 2 milliards 652 millions F cfa. Il a été voté le weekend dernier à Yaoundé au cours des travaux du Conseil d'administration. Il règlera les préparations des différentes équipes, les participations et les primes des membres des délégations que constituent ces dernières. Bien qu'étant parmi les grandes nations de volleyball mondial, le Cameroun par le biais de ses administrateurs entend remporter les deux Can (dames et messieurs) à venir, faire une bonne performance aux championnats du monde cadets dames prévus en septembre prochain en Egypte, améliorer le niveau de ses beacheurs, afin de tutoyer les grandes ² nations du Continent à l'instar du Kenya et la Tunisie.

Reste informé(e) en temps réel

avec l'application mobile Mutations

Mutations QUOTIDIEN

Télécharge MUTATIONS sur Google play

Téléchargement Gratuit